

L'Union européenne fustige la France pour avoir augmenté les salaires dans les hôpitaux



Article rédigé par *RT France*, le 19 novembre 2020

La Commission européenne s'est inquiétée de l'impact des mesures de relance sur les finances publiques dans quatre pays de la zone euro, dont la France et l'Italie, craignant une dérive de leurs déficits au-delà de la crise sanitaire. Malgré la crise sanitaire, économique et sociale, l'Union européenne tient absolument à la poursuite de l'austérité économique.

«Certaines mesures présentées par la France, l'Italie, la Lituanie et la Slovaquie semblent ne pas être temporaires ni compensées par d'autres mesures budgétaires», a ainsi regretté la Commission dans un rapport le 18 novembre, appelant à surveiller la dette à moyen terme.

Compte tenu du contexte de crise exceptionnelle liée à la pandémie de Covid-19, l'UE avait annoncé en mars une suspension de ses règles de discipline budgétaire, invitant les différents pays à laisser filer temporairement leurs déficits publics. Cette stratégie a été soutenue par une politique monétaire très accommodante de la Banque centrale européenne (BCE) qui permet aux Etats de s'endetter à taux réduits, voire négatifs, sur les marchés financiers.

La Commission est semble-t-il toujours sur cette ligne. Elle a de fait appelé les 19 pays de la zone euro «à faire en sorte que leur politique fiscale continue de soutenir l'activité en 2021». Bruxelles estime d'ailleurs que tous les Etats membres sont «globalement en ligne» avec ses recommandations pour l'an prochain, y compris les quatre pays épinglés. Mais elle leur demande de se tenir prêts à «réorienter ces politiques fiscales [...] quand les conditions épidémiologiques et économiques le permettront». D'où l'inquiétude pour la France, l'Italie, la Lituanie et la Slovaquie dont plusieurs mesures budgétaires prises durant la crise s'étendent au-delà du court terme. En France, la Commission vise notamment les hausses de salaires dans les hôpitaux et la baisse des impôts de production des entreprises.

Le commissaire italien à l'Economie Paolo Gentiloni estime malgré tout que ces mesures «sont justifiées dans une certaine mesure», dans des propos rapportés par *Le Figaro*. En Italie, une extension des crédits d'impôts pour les particuliers et une réduction des charges sociales dans les régions les plus défavorisées auront «un impact budgétaire au moins jusqu'en 2023», selon la Commission. Bruxelles leur demande de veiller à ce que ces mesures ne conduisent pas à une dérive durable de leur niveau de dette et de déficit, en recommandant par exemple de compenser les dépenses supplémentaires par de nouvelles recettes.

Malgré l'urgence, il faut «regarder au-delà du court terme», selon le vice-président de la Commission, Valdis Dombrovskis, lors d'une conférence de presse. «Les Etats membres doivent prendre des mesures de soutien ciblées, temporaires et ne pas alourdir de façon permanente les finances publiques», a-t-il ajouté.

En savoir plus sur RT France :

<https://francais.rt.com/international/80865-deficits-union-europeenne-fustige-france-pour-avoir-augmente-les->